

DISPOSITIONS PRELIMINAIRES – FORMATION DU CONTRAT

Toute offre (« l'Offre ») faite par MANULOC (ci-après désignée par « le Bailleur ») à l'un de ses clients (ci-après « le Locataire ») ainsi que toute commande du Locataire se rapportant à une location longue durée seront régies par les présentes conditions générales (« les Conditions »).

Une commande de location de Matériel passée sous quelque forme que ce soit auprès du Bailleur et acceptée par ce dernier constitue un Contrat et entraîne l'adhésion sans réserve du Locataire aux présentes Conditions. L'acceptation du Contrat devra être expresse de la part du Bailleur et ne pourra résulter du simple silence gardé par lui. Le Bailleur se réserve le droit de modifier à tout moment les spécifications portées sur ses notices, circulaires, dépliants sans que le Locataire puisse prétendre de ce fait à un quelconque dédommagement.

Les Conditions ne sont pas susceptibles d'être modifiées et l'emporteront sur toutes dispositions contraires émanant du Locataire, les stipulations non compatibles figurant sur ses documents étant présumées révoquées pour le Contrat qui le lie au Bailleur.

ARTICLE 1 - DEFINITIONS

Au sens du présent Contrat, les termes et abréviations suivants auront la signification qui leur est donnée ci-après lorsqu'ils sont écrits avec une majuscule.

Les mots au singulier peuvent s'entendre au pluriel et réciproquement.

Cahier des Charges : l'ensemble des informations communiquées par le Locataire en vue de permettre au Bailleur d'élaborer son offre commerciale et qui sont exhaustivement recensées dans cette dernière. Toute autre information ou donnée, non listée dans le Cahier des Charges de son offre est inopposable au Bailleur dans le cadre de l'exécution du présent Contrat.

Contrat : l'ensemble des documents définissant et régissant les droits et les obligations des Parties. Il est constitué des documents suivants, à l'exclusion de tout autre, notamment, mais non limitativement, les conditions générales d'achat du Locataire, quels que soient leur support et leur mode de communication :

- Les conditions particulières de l'Offre et à titre subsidiaire, celles contenues dans la commande du Locataire, dès lors qu'elles ne sont pas contradictoires avec l'Offre et qu'elles donnent des détails opérationnels nécessaires tels que le choix de souscription d'options, l'indication des adresses pour la facturation et la livraison etc. (ci-après désignées par « Conditions Particulières ») ;
- les présentes conditions générales et leurs annexes ; les notices d'instructions du fabricant du Matériel et de ses accessoires, fournies avec le Matériel (en cas de perte ou de destruction, un autre exemplaire pourra être obtenu du constructeur, sur demande du Locataire, au tarif en vigueur) ;
- les textes réglementaires applicables tels que l'arrêté du 1^{er} mars 2004 relatif aux vérifications des appareils et accessoires de levage, l'arrêté du 2 mars 2004 relatif au carnet de maintenance des appareils de levage etc.

Toute clause ou condition contraire au présent Contrat est nulle et non avenue et ne peut donc être opposée au Bailleur, sauf acceptation expresse du Bailleur.

Le présent Contrat et l'ensemble de ses annexes annulent et remplacent, à compter de leur entrée en vigueur, tout document et accord intervenus antérieurement entre les Parties.

Il ne pourra être modifié que par voie d'avenant signé par les Parties.

Domage Corporel : toute atteinte à l'intégrité physique des personnes.

Domage Matériel : toute destruction, détérioration, perte, disparition d'une chose ou substance, ou toute atteinte physique subie par un animal.

Domage Immatériel : préjudice pécuniaire, autre que Corporel ou qu'un Domage Matériel, qu'il soit consécutif ou non à un Domage Corporel ou Domage Matériel, tel que, sans que cette liste soit exhaustive : la perte d'une chance, le gain manqué, les pertes de profit, pertes d'exploitation, pertes de chiffre d'affaires.

Domage Moral : préjudice qui atteint la personne dans son affection, dans son honneur ou dans sa réputation.

Jours Ouvrés : les jours de travail du Bailleur, à savoir du lundi au vendredi.

Heures Ouvrées : les Jours Ouvrés, de 8h à 12h et de 13h à 17h.

LRAR : lettre recommandée avec accusé de réception

Maintenance : désigne les opérations de Maintenance Préventive et Curative que le Bailleur s'engage à effectuer sur le Matériel aux conditions du présent Contrat.

Maintenance Curative : l'ensemble des actions effectuées après la survenance d'une défaillance du Matériel et destinées à le remettre dans un état de fonctionnement normal. Conformément aux dispositions de l'Article 5 du présent Contrat, ces actions sont exclusivement effectuées par le Bailleur.

Maintenance Préventive : l'ensemble des actions effectuées dans l'intention de réduire la probabilité de défaillance ou de dégradation du fonctionnement du Matériel. Conformément aux dispositions de l'Article 5, ces actions sont exclusivement effectuées par le Bailleur.

Matériel : le ou les engin(s) et ses/leurs équipements et accessoires, décrit(s) aux Conditions Particulières et qui sont l'objet du présent Contrat.

Matériel Spécifique : tout Matériel qui n'est pas qualifié de Standard et/ou qui, d'une manière générale, destiné quasi-exclusivement au Locataire, ne bénéficie pas d'une large diffusion sur le marché. Il s'agit notamment mais non limitativement de chariots compacts, antidéflagrants, d'engins de magasinage type « système » : tri-directionnels, préparateurs de commande à nacelle élévatrice etc., d'engins avec une configuration (par exemple type et hauteur de mât) ou des accessoires spécifiques etc. A défaut de précision dans le Contrat sur la nature du Matériel, celui-ci sera considéré comme Spécifique.

Matériel Standard : Sont considérés comme standards les Matériels suivants : transpalette électriques à conducteur accompagnant de capacité inférieure ou égale à 2 tonnes, gerbeurs à conducteur accompagnant de capacité inférieure ou égale à 1.4 tonnes, les chariots électriques frontaux de capacité inférieure ou égale à 3 tonnes, les chariots thermiques gaz de capacité inférieure ou égale à 4 tonnes et les chariots thermiques diesel de capacité inférieure ou égale à 8 tonnes.

Panne : dysfonctionnement fortuit et soudain du Matériel, dont l'origine ne peut être attribuée à aucune cause externe au Matériel et qui peut provoquer son arrêt total (immobilisation) ou partiel (panne d'accessoires ou de sous-ensembles).

PV : Procès-Verbal

Réclamation : mise en cause de la responsabilité d'une Partie par son co-contractant ou par un tiers, envoyée à l'adresse de son siège social par lettre recommandée avec avis de réception ou par assignation devant le tribunal compétent.

Sinistre : tout dommage ou ensemble de dommages résultant d'une même cause génératrice, engageant la responsabilité de l'une ou l'autre des Parties et ayant donné lieu à une ou plusieurs Réclamation(s).

Usure normale : l'altération normale et naturelle du Matériel, tenant compte de la durée de son utilisation par le Locataire. L'Usure Normale est celle qui découle naturellement et inévitablement d'un usage effectué conformément aux prescriptions d'utilisation, d'entretien et nettoyage, fournies par le constructeur et/ou par le Bailleur.

ARTICLE 2 - OBJET DU CONTRAT

Le Locataire, en tant que professionnel, a défini ses besoins en matière de matériels de manutention et de levage et a sollicité le Bailleur, société spécialisée dans la fourniture et la maintenance de ce type de matériels.

Sur la base des informations communiquées par le Locataire au Bailleur et recensées dans le Cahier des Charges, le Bailleur a préparé une offre commerciale que le Locataire a considérée comme conforme à ses besoins et a par conséquent retenue, sous sa seule responsabilité.

CG.FULLSERVICE.CONS+OPTI.V032016

En conséquence, les Parties ont conclu le présent Contrat, dont l'objet est de définir les termes et conditions selon lesquels le Bailleur s'engage, moyennant le paiement du prix convenu, à :

- donner à bail au Locataire le Matériel,
- effectuer les prestations de Maintenance prévues au présent Contrat que le Locataire s'engage à lui confier de manière exclusive.

ARTICLE 3 - ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE DU CONTRAT

Le présent Contrat entre en vigueur au jour de sa signature par les Parties et ce, pour une durée déterminée définie aux Conditions Particulières.

A compter de cette date, le présent Contrat constitue un engagement irrévocable du Locataire de prendre le Matériel en location, et ce, nonobstant la date de prise d'effet de la location.

Par conséquent, sous réserve des clauses de résiliation unilatérale prévues par le Contrat, celui-ci ne pourra être ni résilié, ni annulé par l'une des Parties à aucun moment au cours de sa durée, y compris avant la livraison et la réception du Matériel.

Si la durée de location a été stipulée en heures exclusivement, en cas de sous-utilisation significative du Matériel par rapport à la base d'utilisation initialement prévue, le Bailleur pourra, en accord avec le Locataire, limiter la durée du Contrat.

A son échéance, le présent Contrat ne sera pas tacitement reconduit. Dans l'hypothèse où les Parties désireraient poursuivre leurs relations contractuelles après l'échéance, elles se rencontreront au cours du dernier semestre pour déterminer les termes et les conditions de prorogation du Contrat ou de conclusion d'un nouvel accord.

Si malgré ce qui précède, le Matériel est laissé à la disposition du Locataire après l'échéance contractuelle, sans que les Parties se soient rencontrées au cours du dernier semestre et sans demande en restitution de la part du Bailleur, il est convenu que cette tolérance sera qualifiée de mise à disposition à titre précaire. Pendant cette période, le Locataire restera soumis à l'intégralité des dispositions du présent Contrat tandis que le Bailleur pourra en modifier les conditions financières moyennant une simple notification écrite. Chacune des Parties pourra mettre fin à cette mise à disposition moyennant le respect d'un préavis de dix (10) Jours Ouvrés, communiqué par lettre recommandée avec avis de réception.

ARTICLE 4 - LIVRAISON ET RECEPTION DU MATERIEL**4.1. LIVRAISON DU MATERIEL**

Le Bailleur s'engage à livrer le Matériel en parfait état de fonctionnement, conforme à la réglementation en vigueur au jour de l'entrée en vigueur du Contrat et répondant aux spécifications techniques décrites aux Conditions Particulières ou dans l'offre..

La livraison a lieu par la remise du Matériel au Locataire, au lieu indiqué aux Conditions Particulières.

Elle entraîne le transfert des risques liés au Matériel, nonobstant la date de sa réception.

Lors de sa livraison, le Matériel sera accompagné de la documentation obligatoire, à savoir :

- la notice d'instruction établie par le constructeur, et
- la déclaration CE si le Matériel est neuf, ou
- le certificat de conformité et la copie du dernier rapport de vérification générale périodique (cf. article 7.2 « VERIFICATIONS GENERALES PERIODIQUES »), si le Matériel est d'occasion.

Le Bailleur informe le Locataire que, pour tout Matériel neuf, les délais de livraison sont soumis aux contraintes de fabrication du constructeur, susceptibles d'être affectées par des événements extérieurs et imprévisibles. Aussi, tout délai de livraison mentionné aux Conditions Particulières l'est, sauf clause contraire, à titre purement indicatif et son dépassement ne peut en aucun cas ouvrir droit à des indemnités ou pénalités de retard au profit du Locataire.

Le Locataire doit convenir par écrit ou par tout autre moyen avec le Bailleur d'une date afin de prendre livraison du Matériel. En cas d'absence ou d'impossibilité de livrer à la date convenue, les frais liés à une nouvelle présentation du transporteur seront mis à la charge du Locataire.

4.2.RECEPTION DU MATERIEL

Lors de la livraison, ou dans les jours qui suivent, le Bailleur ou le transporteur qu'il a mandaté, procède à la réception du Matériel en présence du Locataire.

A l'issue de ces opérations de réception, le Locataire prononce :

- soit la réception sans réserves,
- soit la réception avec réserves non bloquantes,
- soit le refus de réception (en cas de réserves bloquantes).

Cette décision fait l'objet d'un procès-verbal de réception établi par le Bailleur selon le modèle joint en Annexe et signé par les deux (2) Parties.

La réception sans réserve doit être prononcée par le Locataire après constatation contradictoire d'une fourniture complète d'un Matériel en état de marche, conforme aux dispositions réglementaires et aux spécifications contractuelles figurant dans les Conditions Particulières.

La réception avec réserves doit être prononcée par le Locataire si la ou les réserves ne concernent que des éléments mineurs (c'est-à-dire ne rendant pas le Matériel impropre à l'usage défini au présent Contrat), les corrections ou modifications pouvant être effectuées alors que le Matériel est utilisé.

Le refus de réception ne peut se justifier que par le non-respect par le Matériel des spécifications minimales définies aux Conditions Particulières ou sa non-conformité à une réglementation d'ordre public, qui empêche totalement son utilisation. Dans ce cas, le Bailleur devra effectuer les modifications et/ou corrections nécessaires dans les délais raisonnablement convenus entre les Parties.

Lorsque le Locataire refuse de prononcer la réception du Matériel livré, il doit en informer le Bailleur par lettre recommandée circonstanciée avec accusé de réception, dans les cinq (5) Jours Ouvrés suivants la date de réalisation des opérations de réception.

Il appartient au Locataire d'apporter la preuve de la non-conformité du Matériel. A défaut, il devra régler les éventuels frais de transport supplémentaires, sans préjudice de tous autres dommages et intérêts.

En cas de difficultés entre les Parties, la procédure de résolution des différends de l'Article 21.2 sera applicable.

Le Locataire ne peut pas utiliser le Matériel tant que ce dernier n'a pas fait l'objet d'un PV de réception signé, avec ou sans réserves.

La signature du PV de réception, avec ou sans réserves, entraîne la prise d'effet de la location du Matériel, pour la durée indiquée dans les Conditions Particulières.

Nonobstant toute disposition contraire, dans l'hypothèse où le procès-verbal mentionné n'aurait pas été contresigné par le Locataire dans les cinq (5) Jours Ouvrés suivants les opérations de réception (par exemple en cas d'absence d'une personne habilitée à signer ou en cas de refus de signer) et si le Locataire, dans ce même délai, n'a émis aucune réserve ou seulement des réserves non bloquantes, c'est-à-dire sur des points qui n'empêchent pas le fonctionnement usuel du Matériel et qui n'ont aucune conséquence sur les risques liés à la sécurité des personnes, le PV sera signé par le seul Bailleur et aura les mêmes effets que s'il était contresigné par le Locataire, sans préjudice du traitement ultérieur par le Bailleur des réserves mentionnées ci-dessus.

ARTICLE 5 - MAINTENANCE PAR LE BAILLEUR**5.1. GENERALITES**

Le Bailleur dispose, pendant toute la durée du Contrat, de la faculté d'inspecter le Matériel et son usage chez le Locataire.

Le Locataire s'engage à confier en exclusivité au Bailleur, la réalisation de toutes les opérations de Maintenance, Préventive et Curative, sur le Matériel loué.

Le Bailleur assurera à ses frais ces opérations, en prenant à sa charge la dépose des pièces à réparer ou remplacer, la repose après réparation ou remplacement, les coûts des pièces de remplacement ainsi que les frais de main d'œuvre, de déplacement et de transport nécessités par les opérations précitées, à l'exclusion de tous autres frais ainsi que de toutes les opérations énumérées au § 6.3. « ENTRETIEN, REPARATIONS ET FOURNITURE A LA CHARGE DU LOCATAIRE » ci-après.

D'une manière générale, en cas d'immobilisation du Matériel pour l'une des opérations précitées, mises à la charge du Locataire, aucune prestation n'est due par le Bailleur.

En cas de contestation sur la cause d'une réparation, les Parties mettent en œuvre la procédure prévue par l'Article 21.2.A « Expertise technique », afin de déterminer l'origine et l'imputabilité de la réparation.

Si dans l'attente de l'issue des opérations d'expertise, des frais doivent être engagés pour réparer ou remplacer le Matériel, il est convenu qu'ils seront intégralement avancés par le Locataire au Bailleur (main-d'œuvre, pièces, frais de transport et frais accessoires).

Est également exclue, toute intervention du Bailleur, sur les pièces, équipements, matériels ou accessoires fournis par d'autres fournisseurs que le Bailleur lui-même ainsi que la prise en charge des conséquences de leur installation sur le Matériel et de leur utilisation.

5.2. CONDITIONS D'INTERVENTION DU BAILLEUR

Sauf disposition particulière convenue entre les Parties, le Bailleur procédera aux opérations de Maintenance chez le Locataire, durant les Jours et Heures Ouvrés. Le Bailleur interviendra dans les meilleurs délais à réception de la demande d'intervention écrite du Locataire, transmise par tout moyen (fax, email, courrier postal).

Généralement, en cas de demande d'intervention reçue par le Bailleur avant 10h, ses services techniques interviendront dans la journée. En cas de demande reçue après 10h, ils interviendront le Jour Ouvré suivant. Le cas échéant, lorsque la dimension du parc de Matériels le justifie, le Bailleur maintiendra chez le Locataire, dans un local adéquat mis gratuitement à la disposition du Bailleur, le stock de pièces détachées et de fournitures diverses nécessaires aux opérations de Maintenance du Matériel (ex : filtres, huiles hydrauliques du moteur et transmission, etc.)

Le Locataire sera informé de la valeur en dépôt pour déclaration aux diverses assurances (voir § 12.3. « RESPONSABILITE ET ASSURANCE DU LOCATAIRE »).

5.3. IMMOBILISATION DU MATERIEL

En cas de Panne du Matériel, il est procédé à la réparation dans les meilleurs délais, compte-tenu de la nature de la réparation et des pièces à remplacer.

Si le technicien estime que les réparations nécessiteront une immobilisation du Matériel pendant au moins deux Jours Ouvrés, les dispositions suivantes seront appliquées :

- si le Matériel est Standard, le Bailleur déploiera ses meilleurs efforts afin de mettre à disposition du Locataire, jusqu'à la remise en état du Matériel immobilisé, un matériel de remplacement dont les caractéristiques techniques seront les plus proches possibles de celles du Matériel immobilisé, sous réserve des disponibilités de son parc.
- Si le Matériel est Spécifique, les Parties se rencontreront afin d'étudier ensemble les solutions palliatives susceptibles d'être mises en œuvre pour minimiser la gêne dans l'exploitation du Locataire (par exemple : remplacement par un engin Standard, fonctionnement en mode dégradé etc.). Le Bailleur déploiera tous ses efforts pour limiter dans le temps la durée d'immobilisation du Matériel Spécifique.

Les frais de location et de transport de tout matériel de remplacement ne seront pris en charge par le Bailleur que lorsque l'immobilisation du Matériel est due à une Panne, à l'exclusion de toute autre cause d'immobilisation, notamment celles visées au § 6.3 « ENTRETIEN, REPARATIONS ET FOURNITURE A LA CHARGE DU LOCATAIRE ».

Dans tous les autres cas, s'il est convenu entre les Parties la mise à disposition d'un matériel de remplacement ou de toute solution palliative, les frais de fourniture et transport seront pris en charge par le Locataire. Il s'agit notamment des cas où l'immobilisation du Matériel est la conséquence d'événements visés au § 6.3 précité.

Le matériel de remplacement sera, durant la période pendant laquelle il sera sous la garde du Locataire, régi par l'ensemble des dispositions du présent Contrat.

En cas d'immobilisation du Matériel consécutive aux opérations de Maintenance Préventive et/ou Curative, le Locataire s'engage à renoncer à tout recours ainsi qu'à toute demande d'indemnité, de réduction, de report ou de suspension du paiement des loyers et/ou des heures supplémentaires. D'une manière générale et par dérogation expresse aux dispositions des articles 1719 à 1725 et suivants du Code Civil, le Locataire renonce à prétendre à toute indemnité vis-à-vis du Bailleur, en cas de non utilisation du Matériel pour quelque raison que ce soit, même dans le cas où le Matériel resterait hors d'usage pendant plus de 40 jours.

ARTICLE 6 - UTILISATION, APPROVISIONNEMENT, ENTRETIEN, REPARATIONS ET FOURNITURE PAR LE LOCATAIRE

6.1. UTILISATION DU MATERIEL PAR LE LOCATAIRE

Le Locataire s'engage à utiliser le Matériel conformément aux prescriptions contractuelles, aux instructions orales et/ou écrites du Bailleur ainsi qu'aux préconisations du constructeur.

Le Locataire s'interdit d'employer le Matériel à d'autres usages que ceux pour lesquels il a été conçu et en dehors des limites définies par les notices techniques particulièrement en ce qui concerne la charge maximale.

De manière générale, le Locataire s'engage à veiller sur le Matériel, avec diligence et prudence et à lui apporter les soins raisonnables permettant de le maintenir dans un parfait état de fonctionnement et de conformité.

Le Locataire devra, tout au long du Contrat, alerter par écrit et sans délai le Bailleur de tout incident, évènement exceptionnel, Panne, comportement inhabituel (mise en sécurité, fuites, témoins lumineux etc.) affectant le Matériel ou, d'une manière générale, dès que des réparations ou remplacements sont nécessaires.

Le Matériel ne pourra être utilisé que par le Locataire qui s'engage à le confier à du personnel qu'il aura autorisé à sa conduite dans le respect de la réglementation en vigueur.

Le Locataire devra fournir à son personnel, en cas d'exposition à des risques particuliers (exposition au bruit, par exemple), les équipements de protection individuelle adaptés aux risques encourus.

Le Locataire s'engage à utiliser le Matériel uniquement sur le site mentionné aux Conditions Particulières et s'interdit de le déplacer sauf dispositions prévues au § 11.1. « TRANSFERTS SUR D'AUTRES SITES » du Contrat. Il s'interdit également de le sous-louer ou de le prêter à titre gratuit ou onéreux à des tiers.

Le Matériel est destiné à circuler sur voies privées. Il ne pourra pas être utilisé par le Locataire sur la voie publique sauf s'il a été prévu qu'il reçoive les équipements adéquats, conformes aux prescriptions du Code de la Route.

En dehors des heures d'utilisation, le Matériel sera entreposé dans un local couvert et sec, à l'abri des intempéries et autres nuisances.

Sauf autorisation écrite préalable du Bailleur, le Locataire s'interdit d'apporter quelque modification ou adjonction que ce soit au Matériel, notamment par l'installation provisoire ou définitive d'accessoires ou dispositifs quelconques.

6.2. FOURNITURE DE L'ENERGIE PAR LE LOCATAIRE

Concernant les Matériels thermiques, l'approvisionnement en carburant est sous la responsabilité et à la charge du Locataire. Le Bailleur informe le Locataire que pour les moteurs diesel, seul un gasoil conforme à la norme en vigueur à la date de signature du Contrat doit être utilisé.

Concernant les Matériels électriques, le Locataire doit s'assurer de détenir une installation électrique compatible (à défaut, il doit se renseigner auprès du Bailleur afin d'obtenir les informations nécessaires) et conforme à la réglementation afin de réaliser l'approvisionnement en électricité du Matériel.

6.3. ENTRETIEN, REPARATIONS ET FOURNITURE A LA CHARGE DU LOCATAIRE

Le Locataire assurera lui-même, à ses frais et sous sa responsabilité les opérations de nettoyage et vérifications de routine courantes, journalières, hebdomadaires ou mensuelles suivantes :

- a) le nettoyage quotidien (compartiment moteur, système de refroidissement, essieux, notamment) ainsi que le lavage complet régulier, permettant d'assurer une propreté constante du Matériel. En fonction de son environnement de travail et des spécificités de son activité, le Locataire est tenu d'adapter lui-même la nature et la fréquence des opérations d'entretien et de nettoyage du Matériel, de sorte à ne jamais exposer le Matériel, les biens ou les personnes à des risques supplémentaires (risques d'incendie, d'encrassement, d'abrasion, de corrosion, etc.) et ce, quelles que soient les protections spécifiques qui pourraient équiper le Matériel.
- b) les vérifications de routine avant chaque mise en marche, au début de chaque changement d'équipe et en fin d'utilisation journalière, à effectuer par les caristes notamment : contrôle visuel des principaux organes et vérification du niveau d'huile dans les carters moteur et du niveau d'eau (antigel si nécessaire dans les systèmes de refroidissement), de lave-glace, et appoints si nécessaire. La fourniture des additifs et consommables (tous les liquides et lubrifiants) sont à la charge du Locataire.
- c) la vérification hebdomadaire de tous les éléments ayant une incidence sur la sécurité (ex : bras de fourches, ensemble élévateur, vérins d'inclinaison, freinage, circuit hydraulique, direction) et de l'état des pneumatiques et de leur pression, le cas échéant (pneus gonflables).
- d) les relevés mensuels des horamètres, à transmettre au Bailleur.
- e) Pour les Matériels électriques : le contrôle quotidien des niveaux d'électrolyte dans les batteries, y compris remise à niveau avec fourniture d'eau déminéralisée, le nettoyage des

batteries, la charge d'égalisation mensuelle avec relevé mensuel de la tension, densité et température de chaque élément, la mise en charge correcte des batteries, conformément aux instructions du constructeur et dans le respect des cycles de charge et de décharge rappelés aux Conditions Particulières.

Le Locataire devra également prendre en charge le coût des réparations et des fournitures suivantes, qu'il s'engage à confier au Bailleur :

- f) la réparation de tout organe en contact avec le sol pouvant subir une usure ou détérioration volontaire ou involontaire, à savoir notamment : les pneumatiques, bandages, galets, chenilles, chaînes, axes, fourches, lames de godets ;
- g) la réparation des éléments d'usure sur les Matériels Spécifiques tels que, sur les balayeuses et laveuses : les balais, roulettes, bavettes d'étanchéité, brosses et filtres principaux ; sur les chariots et tracteurs : les bennes, les sellettes et toutes pièces d'accrochage de remorques, sur les porte-conteneurs : les twistloc.
- h) le changement régulier des organes en contact avec le sol et tous éléments d'usure mentionnés ci-dessus aux alinéas f) et g), définis et fournis par le Bailleur pour des raisons de sécurité et de compatibilité, (seule la fourniture de la monte d'origine est à la charge du Bailleur),
- i) toute batterie supplémentaire qui pourrait être rendue nécessaire notamment par suite d'une détérioration ou d'une sous-utilisation ou sur-utilisation du Matériel par le Locataire, étant rappelé que le Bailleur a déterminé le nombre de batteries nécessaires sur la base du Cahier des Charges.
- j) la réparation et le remplacement de tout élément de carrosserie, d'optique, de signalisation et de fermeture (serrures etc.),
- k) le remplacement du siège en cas d'usure prématurée (déchirures, trous de cigarettes, coups de cutter, etc.).
- l) travaux nécessités par une modification des dispositions légales ultérieure à la mise en service de l'appareil, applicable rétroactivement aux appareils en service et qui relèvent de la sécurité du travail, de la protection de l'environnement ou, d'une manière générale, de la mise en conformité réglementaire.

De manière générale, le Locataire sera tenu de rembourser au Bailleur, le prix (main-d'œuvre, pièces, frais de transport et frais accessoires) des réparations et/ou les frais de location et de transport du matériel de remplacement, lorsqu'ils sont la conséquence de :

- m) la faute, de l'imprudence ou de la négligence du Locataire (surcharge, mauvaise utilisation, bris, casse, accidentels ou volontaires, vol, vandalisme, incendie, explosion, dégâts des eaux, dommages électriques etc.),
- n) l'absence d'information du Bailleur par le Locataire de l'anomalie constatée sur le Matériel ou la persistance du Locataire à utiliser le Matériel après la constatation par le Bailleur de l'anomalie et dont le Locataire a ainsi aggravé les incidences,
- o) l'installation ou l'utilisation de pièces, équipements, matériels ou accessoires fournis par d'autres fournisseurs que le Bailleur.

Le Locataire ne pourra en aucun cas, refuser ou différer, sans justification motivée, la validation des devis de réparation transmis par le Bailleur.

A défaut, le Bailleur se réserve le droit d'immobiliser le Matériel concerné jusqu'à validation par le Locataire des devis nécessaires à sa remise en état. Le Locataire ne pourra alors prétendre à aucun droit, indemnité, pénalité ou recours d'aucune sorte à l'encontre du Bailleur, ni aucun remplacement du Matériel immobilisé du fait de cette mise à l'arrêt et ce, sans préjudice du droit de résiliation du Bailleur prévu au § 17.2. « RESILIATION UNILATERALE PAR LE BAILLEUR ».

ARTICLE 7 - VERIFICATIONS REGLEMENTAIRES

Le Bailleur rappelle au Locataire ses obligations en vertu de l'arrêté du 1er mars 2004 relatif aux vérifications des appareils et accessoires de levage.

7.1. EXAMEN D'ADEQUATION ET DE L'ETAT DE CONSERVATION AVANT LA PREMIERE UTILISATION
L'arrêté du 1^{er} mars 2004 définit les vérifications à réaliser sur les appareils neufs ou d'occasion, lors de la mise en service ou d'une éventuelle remise en service du Matériel dans un établissement. Le chef d'établissement, c'est-à-dire le Locataire, doit réaliser la mise en service du Matériel et les éventuelles remises en service du Matériel et à ce titre, notamment, prononcer son adéquation, qu'il s'agisse d'un appareil neuf ou d'occasion.
Il est conseillé de confier cette mise en service à un organisme de contrôle qualifié.

7.2. VERIFICATIONS GENERALES PERIODIQUES (VGP)

En vertu de l'Arrêté du 1^{er} mars 2004 relatif aux vérifications des appareils et accessoires de levage, le Matériel peut être soumis à la réalisation des VGP, qui consistent en un examen de l'état de conservation et un essai de fonctionnement du Matériel tel que prévu par l'arrêté précité.

Le Bailleur informe le Locataire qu'en vertu de l'arrêté susvisé, une VGP doit être réalisée, au moins tous les six (6) mois pour les chariots élévateurs. Les chariots à conducteur accompagnant, les gerbeurs automoteurs à timon, gerbeurs manuels sont notamment concernés par ces vérifications, au même titre que les chariots élévateurs à conducteur porté. A noter qu'il n'y a pas d'obligation de VGP pour les chariots non conçus pour le levage, même s'ils sont à conducteur porté, tels que les chariots tracteurs ou porteurs.

Ces contrôles relèvent de la responsabilité du Locataire, en sa qualité de Chef d'établissement. Il est conseillé de les confier à un organisme de contrôle qualifié, dans les délais prescrits par la réglementation et consigner les résultats sur le registre de sécurité.

Dès réception des rapports, provisoire et définitif, de l'organisme de contrôle qualifié, le Locataire en communique une copie au Bailleur.

Nonobstant ce qui précède, les prises de rendez-vous et le coût des visites par un organisme de contrôle qualifié peuvent être pris en charge par le Bailleur, par souscription de l'Option VGP (voir conditions en Annexe). La souscription et le tarif de l'Option doivent être indiqués aux Conditions Particulières.

La correction des anomalies relevées à la suite des VGP s'effectue sous la responsabilité du Locataire, lequel s'engage à en confier exclusivement la réalisation au Bailleur. La prise en charge financière de cette correction reposera soit sur le Locataire, soit sur le Bailleur, selon la cause de la non-conformité, comme pour toute autre opération de Maintenance Curative (se reporter notamment à l'ARTICLE 5.1 « MAINTENANCE PAR LE BAILLEUR » et au § 6.3 « ENTRETIEN, REPARATIONS ET FOURNITURE A LA CHARGE DU LOCATAIRE »).

Lorsque la correction des anomalies relevées lors des VGP est à la charge du Locataire et que ces anomalies affectent des éléments de sécurité, le Bailleur pourra, si bon lui semble, réaliser les travaux aux frais du Locataire sans qu'il soit besoin d'un devis préalablement signé par ce dernier.

7.3. FOURNITURE ET VERIFICATIONS DES DISPOSITIFS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

En vertu de l'article R4324-45 du Code du Travail, dans le cas où la zone de circulation du Matériel n'est pas équipée de moyens appropriés pour lutter contre l'incendie, ledit Matériel doit être équipé de dispositifs de lutte contre l'incendie.

La fourniture, l'installation, la maintenance et le contrôle par un organisme certifié de ces dispositifs sont sous la responsabilité et à la charge du Locataire.

ARTICLE 8 - MOYENS MIS A DISPOSITION PAR LE LOCATAIRE -HYGIENE – SECURITE & ENVIRONNEMENT

Le Locataire s'engage à ce que l'exécution du présent Contrat satisfasse strictement à la réglementation applicable en matière d'hygiène, de santé, de sécurité et d'environnement. Pour ce faire, il s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin d'accueillir le Bailleur dans les meilleures conditions possibles.

Le Locataire informera le Bailleur des contraintes en matière d'hygiène, de santé, de sécurité et d'environnement qui lui seraient applicables et l'avertira de toute circonstance susceptible d'entraîner un risque potentiel.

Préalablement à toute intervention du Bailleur, le Locataire s'engage à lui fournir tous les documents et équipements lui permettant de respecter ses obligations en matière d'hygiène, de santé, de sécurité et d'environnement sur le site du Locataire (plan de prévention, permis de feu, EPI spécifiques, dispositifs d'alarme pour travailleur isolé, etc.)

Pour permettre l'exécution par le Bailleur des opérations de Maintenance, le Locataire mettra le Matériel à la disposition du Bailleur durant les Jours et Heures Ouvrés.

Le Locataire garantit également au Bailleur pendant toute la durée du Contrat, l'accès à :

- un local, éclairé, chauffé et aéré, équipé de l'air comprimé, de l'électricité 220 V monophasé 20A et, si possible, 380 V triphasé 32A et d'une alimentation en eau,
- Ce local devra répondre à l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires en vigueur afin de permettre au Bailleur de réaliser les opérations de Maintenance du Matériel dans des conditions de confort et de sécurité satisfaisantes. Pour ce faire, le Locataire donnera l'accès au Bailleur à l'ensemble des installations de son site.
- Une fosse d'entretien ou pont élévateur ou moyen de lavage adapté.
- L'aire de lavage présente sur le site.
- Tous les locaux de vie (sanitaires, vestiaires, restauration etc.)

Enfin, par le présent Contrat, le Locataire autorise le personnel du Bailleur à :

- conduire et utiliser tous les moyens de manutention présents sur le site, sous réserve de détenir les qualifications nécessaires, dans le cadre des besoins éventuels liés à l'exécution du présent Contrat.
- utiliser les installations d'évacuation et de traitement des déchets du site où il interviendra.

ARTICLE 9 - RESTITUTION DU MATERIEL

9.1. MODALITES DE RESTITUTION

En fin de location, quelle qu'en soit la cause, le Locataire est tenu de restituer immédiatement le Matériel au Bailleur en bon état de fonctionnement.

A la date de l'enlèvement du Matériel ou dans les jours qui le précèdent, les Parties procèdent aux opérations de restitution (examen visuel et tests de fonctionnement du Matériel) à l'issue desquelles un PV de restitution (« fiche de fin de location ») est établi par le Bailleur et signé par les deux (2) Parties.

A défaut de signature de ce PV par le Locataire (par exemple en cas d'absence chez le Locataire d'une personne habilitée), le PV de restitution du Matériel pourra être dressé avec le concours d'un huissier de justice aux frais du Locataire. Ce dernier disposera d'un délai de cinq (5) Jours Ouvrés suivant la date d'enlèvement du Matériel pour communiquer par lettre recommandée avec avis de réception ses réserves éventuelles au Bailleur.

Nonobstant toute disposition contraire, dans l'hypothèse où le PV mentionné n'aurait pas été contresigné par le Locataire dans les cinq (5) Jours Ouvrés suivant la date d'enlèvement et si le Locataire, dans ce même délai, n'a émis aucune réserve, le PV sera signé par le seul Bailleur et aura les mêmes effets que s'il était contresigné par le Locataire.

Le Locataire ne sera plus considéré comme gardien du Matériel à compter de son retour dans les locaux du Bailleur, nonobstant la date de signature du PV de restitution.

Les risques du transport retour sont réglés conformément aux dispositions du § 11.2 « TRANSPORTS ».

9.2. FRAIS DE REMISE EN ETAT

Seule la remise en état consécutive à l'Usure Normale du Matériel est à la charge du Bailleur. Le Locataire est tenu d'indemniser le Bailleur pour toutes les remises en état rendues nécessaires par une usure anormale.

Est considéré comme une usure anormale tout ce qui ne relève pas d'une Usure Normale, et notamment toutes les opérations énumérées au § 6.3 « ENTRETIEN, REPARATIONS ET FOURNITURE A LA CHARGE DU LOCATAIRE », auxquelles il n'aurait pas été procédé au cours du Contrat, qu'elle qu'en soit la raison.

Seront à titre d'exemple considérées comme anormales, les usures suivantes :

- freins endommagés ou brûlés,
- pneus endommagés, corrodés ou dont l'usure de gomme est supérieure à 50%,
- toute usure supérieure aux cotes de sécurité lorsqu'elles existent (fourches, pneus, lames de godet etc.)
- radiateurs et/ou systèmes de refroidissement présentant des traces de fuite ou de trou ou de colmatage ou de corrosion,
- châssis, mâts, vérins hydrauliques, fourches et pinces accidentés ou corrodés,
- batteries et chargeurs disposant d'une durée de vie restante inférieure à 50 %,
- peinture avec des inscriptions spécifiques ou tellement endommagée qu'elle nécessite une réfection complète,
- traces apparentes d'endommagement intérieur et ou extérieur (rayures, chocs, trous etc.).

Les frais de remise en état dus par le Locataire seront calculés par le Bailleur sur la base de ses tarifs pièces (valeur à neuf) et main d'œuvre en vigueur au moment de la restitution. En tout état de cause, ces frais de remise en état constituent une indemnité qui est due au Bailleur sans que celui-ci soit tenu de rapporter la preuve qu'il a effectivement réalisé les travaux.

9.3. DEFAUT DE RESTITUTION PAR LE LOCATAIRE

A l'échéance du Contrat, si le Locataire refuse de restituer le Matériel malgré la demande du Bailleur, formulée par tout moyen, le Locataire sera redevable, en sus du loyer, d'une indemnité d'utilisation sans droit ni titre équivalente à dix pour cent (10%), par jour calendrier, du loyer mensuel du Matériel, sans que ces règlements n'entraînent pour le Locataire le maintien du bénéfice du Contrat.

L'utilisation faite du Matériel après l'expiration du Contrat ou sa résiliation, bien que précaire, restera soumise aux conditions du Contrat.

Dans une telle hypothèse, il suffira au Bailleur, pour contraindre le Locataire, d'une simple Ordonnance de référé rendue par le président du Tribunal de grande instance (TGI) de Metz, à qui les Parties attribuent expressément compétence.

Si à l'expiration d'un délai de huit (8) Jours Ouvrés suivant la demande du Bailleur, ou si malgré une Ordonnance de référé lui enjoignant de restituer le Matériel, le Locataire n'a pas satisfait à son obligation, le Matériel sera considéré comme totalement perdu et le Locataire sera redevable envers le Bailleur d'une indemnité égale à la valeur à neuf du Matériel, étant entendu qu'aucune vétusté ne sera déduite, à titre de pénalité.

ARTICLE 10 - PRIX - CONDITIONS FINANCIERES

10.1. PRIX DU LOYER DU MATERIEL

A/ Modalités d'établissement du prix

La présente location avec Maintenance est consentie moyennant le versement par le Locataire du loyer défini aux Conditions Particulières.

Pendant la période s'écoulant entre la date de signature du Contrat par le Locataire et la date de livraison du Matériel dans les établissements du Locataire, les loyers pourront être révisés, au choix du Bailleur, en cas de variation du taux de référence ci-après entre ces deux dates : le taux de référence est la moyenne des derniers taux publiés de l'Euribor 12 mois actuariel (Euribor 12 mois : taux Interbancaire offert en Euro publié quotidiennement par la Fédération Bancaire de l'Union Européenne).

Le Locataire reconnaît que l'engagement annuel prévisionnel d'utilisation du Matériel, tel que défini aux Conditions Particulières constitue une limite d'utilisation sur le fondement de laquelle ont été déterminés les loyers.

Cet engagement maximum d'utilisation a été évalué par le Locataire, sous sa seule et entière responsabilité.

B/ Calcul des heures supplémentaires

Le nombre d'heures réelles d'utilisation du Matériel sera calculé par le Bailleur sur la base des relevés mensuels des horamètres, effectués et transmis par le Locataire, ainsi que ceux effectués ponctuellement par le préposé du Bailleur lors de ses interventions. Les heures supplémentaires sont calculées et facturées au début de chaque année civile pour l'année écoulée et/ou à tout autre moment choisi par le Bailleur.

Le Locataire s'interdit d'interrompre ou d'entraver le bon fonctionnement de l'horamètre.

En cas de non fonctionnement du compteur horaire pour quelque cause que ce soit, le Locataire le signalera au Bailleur, et établira jusqu'à la remise en état un relevé quotidien des heures d'utilisation qu'il tiendra à la disposition du Bailleur. A défaut, les heures d'utilisation seront décomptées en calculant la moyenne horaire d'utilisation mensuelle des trois derniers mois de fonctionnement.

Si le Matériel venait à être utilisé par le Locataire pour un nombre d'heures supérieur à celui prévu aux Conditions Particulières, toutes les heures supplémentaires seront facturées par le Bailleur au Locataire, au taux spécifié dans l'Annexe 1 précitée.

Si le Matériel était utilisé pour un nombre d'heures inférieur à l'engagement prévisionnel défini aux Conditions Particulières, le Bailleur ne procédera à aucun remboursement ni compensation avec d'éventuelles heures supplémentaires.

En fin de location et pour le cas où le Contrat s'achèverait en cours d'année, les heures supplémentaires seront calculées au prorata des mois d'utilisation.

10.2. REVISION DU PRIX

Les loyers et le taux horaire des heures supplémentaires sont révisables automatiquement, au moment de la facturation du premier loyer de chaque année civile (année N), sur la base de la formule suivante :

P1 = P0 (0.5 x ICHT-IME-1/ICHT-IME-0 + 0.5 x FSD1-1/FSD1-0), où
P0 = Prix d'origine de la prestation (à la date de démarrage du Contrat)

CG.FULLSERVICE.CONS+OPTI.V032016

P1 = Prix révisé de la prestation
FSD1 : Indice publié par Le Moniteur – www.lemoniteur-expert.com - code FSD1
FSD1-0 = Indice des Frais et Services Divers Catégorie 1 connu à la date de démarrage du Contrat
FSD1-1 = Indice des Frais et Services Divers Catégorie 1 connu à la date du 1er novembre de l'année N-1.
ICHT-IME : Indice publié par l'INSEE – www.indices.insee.fr - identifiant n°01565183
ICHT-IME-0= Indice du Coût Horaire du Travail tous salariés Industries Mécaniques et Electriques connu à la date de démarrage du Contrat
ICHT-IME-1= Indice du Coût Horaire du Travail tous salariés Industries Mécaniques et Electriques connu à la date du 1er novembre de l'année N-1.

D'une manière générale, à tout moment au cours du Contrat, au cas où les renseignements fournis par le Locataire se révéleraient erronés ou les conditions d'utilisation du Matériel deviendraient différentes de celles prévues dans les Conditions Particulières, le Bailleur pourra apporter une adaptation au loyer et au taux horaire supplémentaire.

10.3. MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

Les loyers sont réputés portables au domicile du Bailleur et non quérables. Ils seront facturés trimestriellement terme à échoir et payables le premier jour du trimestre par prélèvement automatique.

Les heures supplémentaires et les prestations de Maintenance non incluses dans les loyers seront payables par chèque bancaire établi à l'ordre du Bailleur dès réception de la facture correspondante.

Le Locataire s'interdit de procéder à des compensations de créances, notamment par déduction sur les loyers, avec toute somme dont il estime que le Bailleur lui est redevable, y compris en cas de litige, auquel cas il lui appartient de mettre en œuvre promptement la procédure définie au § 21.2 « REGLEMENTS DES DIFFERENDS ».

10.4. TRAITEMENT DES RETARDS DE REGLEMENT

Toute somme due au Bailleur par le Locataire et non payée à bonne date portera intérêt au taux directeur de la Banque Centrale Européenne majoré de dix (10) points, sans qu'il soit besoin d'aucune mise en demeure, et sans préjudice du droit reconnu au Bailleur par le § 17.2 « RESILIATION UNILATERALE PAR LE BAILLEUR » de résilier le Contrat.

Conformément aux dispositions du Décret 2012-1115 du 2 octobre 2012, le défaut de paiement d'une facture à son échéance emportera exigibilité immédiate et de plein droit d'une indemnité forfaitaire de recouvrement d'un montant de quarante euros (40€), et ce nonobstant l'application de pénalités de retard, intérêts conventionnels et/ou légaux.

10.5. IMPOTS – DEPOT DE GARANTIE - FRAIS

A/ Impôts

Toutes les impositions, taxes et droits qui seraient dus en conséquence du présent Contrat seront à la charge et sous l'entière responsabilité du Locataire qui s'engage à les verser en temps utile et à procéder à toute formalité fiscale qui découlerait du présent Contrat.

Sauf mention expresse contraire, tous les montants s'entendent hors taxes, et seront majorés de la T.V.A. et/ou de tous autres impôts similaires qui deviendraient exigibles au taux applicable au moment de leur exigibilité.

Le Locataire sera tenu responsable et devra rembourser au Bailleur tous impôts, droits et taxes afférents au présent Contrat, à l'exécution des prestations y indiquées, au Matériel loué, à son utilisation ou aux loyers payés.

Par ailleurs, le Locataire devra immédiatement notifier au Bailleur toute enquête des Administrations de l'Etat ou des Collectivités locales concernant tous impôts, droits ou taxes.

B/ Dépôt de garantie

Le Bailleur se réserve le droit de demander lors de la signature du présent Contrat, le versement d'un dépôt de garantie. Il est encaissé par le Bailleur sans produire d'intérêts pendant toute la durée de la location.

Il n'a pas pour objet d'assurer le paiement normal des loyers, ni de compenser tous frais éventuels à la charge du Locataire. Le Locataire n'est donc pas en droit de s'en prévaloir pour refuser d'exécuter ses obligations. Ce dépôt sera remboursé au Locataire, à la fin du Contrat, sous réserve du paiement de l'intégralité des sommes dues (loyers, indemnités, intérêts de retard, frais de remise en état, etc.) et éventuellement en cas de non restitution du Matériel, sur la valeur à neuf.

A défaut, il sera imputé, en tout ou partie, sur le paiement des sommes dues.

C/ Frais de dossier

Les frais de dossiers suivants seront facturés au Locataire :

- lors de la facturation du 1^{er} loyer : 85 € HT
- en cas de changement d'adresse ou de domiciliation bancaire, ou pour modification demandée par le Locataire : 30 € HT
- avenant au présent Contrat : 150 € HT
- frais de gestion en cas de Sinistre : 180 € HT
- duplicata de document, calcul de décompte : 25 € HT

ARTICLE 11 - TRANSFERTS / TRANSPORT DU MATERIEL

11.1. TRANSFERTS SUR D'AUTRES SITES

Dans le cas particulier où le Locataire souhaiterait transférer un ou plusieurs Matériel(s) sur l'un quelconque de ses sites, il s'engage à en faire la demande par lettre recommandée avec avis de réception auprès du Bailleur au moins trois (3) mois avant la date de transfert souhaité.

En tout état de cause, le transfert, s'il est accepté par le Bailleur, fera l'objet d'un avenant signé entre les Parties et annexé au présent Contrat.

Le transfert du ou des Matériel(s) sur ce nouveau site sera aux frais et risques du Locataire.

11.2. TRANSPORT DU MATERIEL

Conformément à la réglementation en vigueur, le Locataire doit établir avec le Bailleur un « protocole de sécurité » décrivant les procédures de chargement et de déchargement.

A défaut, il doit fournir et recueillir par tout moyen approprié les éléments qui se rapportent au protocole de Les frais et risques du transport du Matériel, à l'aller en début de location, sont pris en charge par le Bailleur. Les frais et risques du transport du Matériel, au retour en fin de location, quelle qu'en soit la cause (expiration ou résiliation) sont pris en charge par le Locataire.

Les frais et risques du transport seront également assumés par le Locataire dans les cas suivants :

- transport aller et retour en cas de rapatriement du Matériel dans les ateliers du Bailleur pour toute opération de Maintenance incombant au Locataire (cf. § 6.3 « ENTRETIEN, REPARATIONS ET FOURNITURE A LA CHARGE DU LOCATAIRE »),
- transports nécessaires au transfert du Matériel sur un autre site du Locataire.

Les risques du transport sont tous les dommages susceptibles de survenir au cours des opérations de chargement, arrimage, déchargement ainsi que durant les opérations de conduite. Le préposé au chargement et déchargement du Matériel doit avoir reçu les habilitations nécessaires (autorisation de conduite ou CACES).

Les Sinistres au cours du transport sont réglés selon les dispositions prévues par le § 13.1.B « Sinistre au cours du transport ».

ARTICLE 12 - RESPONSABILITE ET ASSURANCES

12.1. GENERALITES

Chaque Partie est responsable de tout dommage qu'elle-même, ses salariés, ses représentants et/ou ses sous-traitants causent aux tiers ainsi qu'à l'autre Partie, à l'occasion de l'exécution ou l'inexécution du Contrat. Sous réserve des exclusions de garantie contenues au Contrat, chacune des Parties indemniserà l'autre pour tout Dommage Corporel ou Matériel prévisible, dont il aura été démontré qu'il est consécutif à son inexécution ou à sa mauvaise exécution d'une obligation contenue au présent Contrat et/ou imposée par la réglementation en vigueur, sans que puissent se cumuler, le cas échéant, ses responsabilités contractuelle et délictuelle.

Les Parties conviennent expressément que leur responsabilité ne pourra jamais être recherchée à raison des dommages imprévisibles, c'est-à-dire notamment les Dommages moraux et les Dommages Immatériels. En conséquence, chacune des Parties et ses assureurs renoncent à tout recours qu'ils seraient fondés à exercer à l'encontre de l'autre Partie et de ses assureurs à raison de tels dommages.

Lorsqu'une Partie entend mettre en cause la responsabilité de son co-contractant, elle doit lui adresser une Réclamation circonstanciée qui déclenche alors la procédure de règlement des différends prévue par le § 21.2 « REGLEMENT DES DIFFERENDS ».

12.2. RESPONSABILITE ET ASSURANCES DU BAILLEUR

Le Bailleur assurera l'exécution de la prestation définie au Contrat sous sa responsabilité. Il déclare bénéficier d'une assurance « responsabilité civile » le couvrant contre les dommages qui pourraient lui être imputés à l'occasion de l'exécution du présent Contrat. Le Locataire reconnaît que le Bailleur n'a pas qualité d'occupant de ses locaux durant ses interventions sur site et n'a pas, à ce titre, à assurer ses risques locatifs.

Le Bailleur répondra envers le Locataire des Dommages Corporels ou Matériels prévisibles, dont il aura été démontré qu'ils sont consécutifs à son inexécution ou sa mauvaise exécution, dans les limites indiquées au § 12.1 « GENERALITES » et sans que son indemnisation puisse excéder (sauf règlementation d'ordre public contraire), tous recours et Réclamations confondus, les montants suivants (premier plafond atteint) :

- le montant des limites de garantie prévues par les contrats d'assurance en cours de validité souscrits par le Bailleur ou le montant qui aurait été indemnisable en application de ces contrats d'assurance, si les conditions, exigences et garanties imposées par l'assureur avaient été remplies. Le Bailleur conservera à sa charge le montant de toute franchise applicable au titre des mêmes polices d'assurance.
- par année d'exécution de Contrat, le montant total HT payé annuellement par le Locataire (montant prévisionnel pour la première année de Contrat puis, pour les années suivantes, montant réglé par le Locataire au titre de l'année N-1).

Le Locataire renonce et s'engage à obtenir de ses assureurs la même renonciation à tout recours qu'ils seraient fondés à exercer à l'encontre du Bailleur et de ses assureurs au-delà de ces montants.

12.3. RESPONSABILITE ET ASSURANCES DU LOCATAIRE

Le Locataire a la garde juridique et assume la pleine responsabilité du Matériel loué au sens des articles 1382 et 1384 du Code Civil, à compter de sa livraison (conformément au § 4.1 « LIVRAISON DU MATERIEL »), jusqu'à sa restitution (conformément au § 9.1 « MODALITES DE RESTITUTION »).

Pendant cette période, le Locataire assume la qualité de gardien détenteur et la responsabilité de tous les dommages subis par le Matériel et de tous les Dommages Matériels et Corporels causés par celui-ci, quel que soit le lieu où il se trouve, y compris lors des opérations de Maintenance et quelle que soit la cause du dommage, même s'il s'agit d'un cas fortuit, de force majeure.

A/ Responsabilité et assurance des dommages causés aux tiers (« responsabilité civile circulation et fonctionnement »)

En sa qualité de détenteur gardien et utilisateur du Matériel, le Locataire s'engage à souscrire, à ses frais, une assurance destinée à garantir sa responsabilité civile ainsi que celle qui pourrait incomber au Bailleur (le Bailleur aura la qualité d'assuré additionnel), en cas de dommages, de toute nature, causés aux biens ou aux personnes au moyen du Matériel ou en raison ou par suite de son utilisation, en fonctionnement ainsi qu'en circulation, telle que rendue obligatoire par les articles L-211 et suivants du Code des Assurances.

B/ Responsabilité et assurance des dommages causés au Matériel (« bris de machine »)

Le Locataire est responsable de tous les Dommages Matériels que le Matériel pourrait subir pendant la durée du Contrat, pour quelque cause que ce soit (incendie, vol, explosion, bris de machines, catastrophes naturelles, accident, mauvaise utilisation, fausse manœuvre etc.), et en quelque lieu où il se trouve, même s'il s'agit d'un cas fortuit, de force majeure, d'origine criminelle. Il s'engage à assurer le Matériel contre les dommages précités auprès d'une compagnie notoirement solvable.

Le Locataire et ses assureurs renoncent à tout recours à l'encontre du Bailleur et ses assureurs à raison de ces dommages.

Le Locataire s'engage également à assurer les éventuels stocks de pièces détachées et fournitures diverses déposés sur son site et qui sont la propriété du Bailleur (voir § 5.2. « CONDITIONS D'INTERVENTION DU BAILLEUR »).

En cas de Sinistre, le bénéfice de ces assurances sera transmis exclusivement au Bailleur.

Les éventuelles limites, exclusions et franchises d'indemnisation résultant des contrats d'assurance souscrits par le Locataire sont inopposables au Bailleur au regard des engagements du présent Contrat.

Chacune des polices ci-dessus doit être souscrite par le Locataire à ses frais exclusifs et sous son entière responsabilité, pour le compte commun du Locataire et du Bailleur.

Les polices souscrites par le Locataire doivent comporter de la part des assureurs les engagements suivants :

- règlement au seul Bailleur ou tiers désigné par lui, des indemnités versées en réparation des dommages subis par le Matériel ou tout autre équipement ou outillage qui est sa propriété,
- abandon de recours contre le Bailleur, y compris en cas de vice de construction ou défaut de Maintenance,
- inopposabilité au Bailleur des causes de déchéance ou de réduction proportionnelle d'indemnité, d'éventuelles omissions, insuffisances de déclarations ou fausses déclarations par le Locataire,
- notification au Bailleur, avec préavis d'un (1) mois, de toute annulation, suspension ou réduction des garanties,
- avis au Bailleur de tout retard dans le paiement des primes.

Le Locataire s'engage à produire, lors de la signature du Contrat et sur toute demande du Bailleur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant, la durée de la garantie ainsi que le paiement des primes, conforme à ce qui précède. L'existence de cette assurance ne pourra en aucun cas être considérée comme une quelconque limitation des responsabilités encourues par le Locataire.

ARTICLE 13 - SINISTRE DU MATERIEL

13.1. PROCEDURE

A/ Cas général

En cas de Sinistre, le Locataire doit exactement se conformer aux prescriptions de la police d'assurance applicable et notifier au Bailleur le Sinistre et ses circonstances dans les deux (2) Jours Ouvrés de la connaissance qu'il en aura eue.

En cas de dommages subis par le Matériel par suite d'une infraction pénale (vol, vandalisme etc.), un dépôt de plainte doit être effectué par le Locataire dans les deux (2) Jours Ouvrés auprès des autorités locales de police ou de gendarmerie. Le Locataire adresse au Bailleur la copie du récépissé de dépôt de plainte, avec la notification du Sinistre et de ses circonstances.

B/ Sinistre au cours du transport

En cas de dommages subis par le Matériel au cours de son transport, la Partie qui assume les frais et risques du transport s'engage à exercer les recours à l'encontre du transporteur (la répartition des frais et risques du transport est définie au § 11.2 « TRANSPORT DU MATERIEL »).

Il lui appartient en conséquence de vérifier que tous les risques liés au transport sont couverts par une assurance suffisante du transporteur et, à défaut, de prendre toutes mesures utiles pour assurer le Matériel. Notamment, la Partie qui fait exécuter le transport s'engage à exclure par tous moyens (clause contractuelle, déclaration de valeur etc.) les limitations de responsabilité du transporteur telles qu'elles résultent de la législation en vigueur (notamment celles du contrat-type « général » - décret n° 99-269 du 6 avril 1999).

Pour le cas où de telles limitations seraient applicables à des dommages subis par le Matériel au cours d'un transport effectué aux risques du Locataire, celui-ci s'engage à indemniser le Bailleur ou tout tiers propriétaire qu'il aura désigné, à hauteur de son préjudice réel, estimé selon les modalités précisées au § 13.2 « EVALUATION DE L'ORIGINE DU SINISTRE ET DU MONTANT DE L'INDEMNISATION » ci-après.

Dans tous les cas, lorsqu'un Sinistre est constaté à l'arrivée du Matériel, le destinataire doit aussitôt formuler les réserves légales auprès du transporteur et en informer l'autre Partie afin que les dispositions conservatoires puissent être prises sans retard, et que les déclarations de Sinistre aux compagnies d'assurances puissent être faites dans les délais impartis.

Pour rappel, conformément aux dispositions de l'article L.133-3 du Code du Commerce, le destinataire doit notifier ses réserves motivées au transporteur, dans les trois (3) jours ouvrables suivant celui de la réception du Matériel, par acte extrajudiciaire ou par LRAR.

13.2. EVALUATION DE L'ORIGINE DU SINISTRE ET DU MONTANT DE L'INDEMNISATION

En cas de Sinistre et quelles que soient les modalités de couverture du risque que le Locataire aura adoptées (y compris l'auto-assurance), les opérations d'expertise visant à déterminer l'origine et le montant des dommages seront toujours initiées par ses soins, en sa qualité de gardien juridique, responsable du Matériel. A défaut, le Bailleur lui adressera une Réclamation pour lui rappeler ses engagements en cas de Sinistre. Conformément à ce qui précède et à la procédure prévue par l'article 21.2 « REGLEMENT DES DIFFERENDS » du présent Contrat, le Locataire devra faire mandater par son assureur, si sa garantie est applicable ou, à défaut, en son propre nom, un expert technique spécialisé qui devra convier le Bailleur à assister, avec l'expert de son choix, à toutes les opérations d'expertise.

La valeur à prendre en compte par les experts pour arrêter le montant de l'indemnisation due au Bailleur ou au tiers propriétaire du Matériel sera la suivante:

- si le Sinistre est partiel, c'est-à-dire si le Matériel est économiquement réparable : la valeur des réparations, sur la base du devis établi et fourni par le Bailleur (sSi le Bailleur n'est pas propriétaire du Matériel, son devis sera établi en prix de vente).

CG.FULLSERVICE.CONS+OPTI.V032016

- si le Sinistre est total, c'est-à-dire si le Matériel est économiquement irréparable (valeur des réparations > valeur de remplacement) : la valeur de remplacement du Matériel selon l'estimation faite par le Bailleur basée sur ses connaissances des prix du marché pour un matériel similaire, de mêmes âge et caractéristiques techniques.

Le Locataire et ses assureurs seront responsables solidairement du paiement direct de cette indemnité entre les mains du Bailleur, ou de tout tiers propriétaire du Matériel qu'il aura désigné.

En cas de non-respect de la procédure susvisée par le Locataire ou si ses assureurs ne garantissent pas le Sinistre, le Locataire devra régler le Bailleur ou le tiers propriétaire du Matériel au comptant, sur la base des valeurs indiquées ci-dessus, de même que pour toutes les franchises et tous les risques auto-assurés en application de ses polices d'assurance.

L'épave restera la propriété du Bailleur ou de tout tiers propriétaire du Matériel et le Locataire devra la lui restituer à ses frais et risques au lieu que lui désignera le Bailleur. Jusqu'à restitution de celle-ci, le Locataire en conserve la garde juridique.

13.3. ISSUE DU CONTRAT

Lorsque le Sinistre est qualifié de total, le Bailleur se réserve le droit, soit de poursuivre le Contrat en mettant en place un matériel de remplacement, soit de le résilier de plein droit au jour du Sinistre du Matériel, et ce, sans qu'il soit besoin d'aucune formalité judiciaire.

Le Bailleur décidera souverainement de l'arrêt ou de la poursuite du Contrat, en fonction, notamment, des circonstances à l'origine du Sinistre, du bon déroulement des opérations visées aux § 13.1 « PROCEDURE » et 13.2 « EVALUATION DE L'ORIGINE DU SINISTRE ET DU MONTANT DE L'INDEMNISATION » et également en fonction des disponibilités de son parc de matériels.

Le Bailleur fera connaître au Locataire l'option choisie, par LRAR aussitôt que l'étendue du Sinistre sera connue.

Les dispositions suivantes seront alors appliquées :

- Dans l'hypothèse où le Bailleur décide de poursuivre le Contrat, il s'efforce de mettre en place, dans les meilleurs délais possibles, un matériel de remplacement ayant les mêmes caractéristiques générales (capacité, levage...) que celles du Matériel sinistré. Le Matériel sera mis en location aux conditions du présent Contrat pour une durée équivalente à celle qui restait à courir entre la date de survenance du Sinistre et l'échéance initiale du Contrat.
- Dans l'hypothèse où le Bailleur décide de ne pas poursuivre le Contrat, celui-ci est résilié de plein droit au jour de la survenance du Sinistre. Le Locataire est alors tenu au versement des indemnités de résiliation et pénalités prévues par le § 17.3 « CONSEQUENCES DE LA RESILIATION », sauf s'il est démontré que le Sinistre est survenu en raison d'un vice de construction ou d'une erreur de Maintenance imputable au Bailleur.
- Dans les deux cas, le Locataire restera tenu du paiement de l'indemnité prévue par le § 13.2 ci-dessus, en réparation du préjudice subi par le Bailleur du fait de la perte du Matériel sinistré.

ARTICLE 14 - FORCE MAJEURE

14.1. DEFINITION DE LA FORCE MAJEURE

Conformément à la définition qui en est donnée par la jurisprudence française, la force majeure est considérée comme un évènement extérieur, imprévisible, irrésistible et incontournable, c'est-à-dire une circonstance indépendante de la volonté et de l'agissement des Parties, qui ne pouvaient raisonnablement en prévoir la survenance lors de la conclusion du présent Contrat, ni en prévenir les effets et qui empêche, de bonne foi, l'exécution totale ou partielle du Contrat.

De convention expresse entre les Parties, sont considérés comme des évènements de force majeure, lorsqu'ils présentent les caractéristiques précitées : [a] la guerre (déclarée ou non), le conflit armé ou menace sérieuse de conflit armé (y compris, mais sans limitation, agression, blocus, embargo militaire), hostilités, invasion, acte d'un ennemi étranger, mobilisation militaire de grande envergure ; [b] guerre civile, émeute, révolution, rébellion, force militaire ou usurpation de pouvoir, insurrection, désordre ou chaos social, violence perpétrée par la foule, acte de désobéissance contre l'autorité de l'Etat ; [c] acte de terrorisme, sabotage ou piraterie ; [d] acte de l'autorité, qu'elle soit légitime ou non, soumission à toute loi ou ordre, règle, règlement ou directive émanant d'un gouvernement, couvre-feu, expropriation, spoliation, saisie de biens, réquisition, nationalisation ; [e] calamité, peste, épidémie, catastrophe naturelle, y compris, mais sans limitation, orage violent, cyclone, typhon, tornade, blizzard, tremblement de terre, éruption volcanique, glissement de terrain, raz de marée, tsunami, inondation, dommage ou destruction causé par la foudre, sécheresse ; [f] explosion, incendie, destruction de machines, d'équipements, d'usines et de tous types d'installations ; [g] conflits sociaux généralisés (y compris, mais sans limitation, boycott, grève et lock-out, grève du zèle, occupation d'usines et de locaux).

14.2. EFFETS DE LA FORCE MAJEURE

En cas de survenance d'un évènement de force majeure empêchant une Partie d'exécuter tout ou partie de ses obligations contractuelles ou qui empêche une tierce partie qu'elle avait chargée de cette exécution, elle doit immédiatement en informer son cocontractant par lettre recommandée avec avis de réception en lui indiquant la nature et les circonstances de l'évènement de force majeure, ainsi que ses effets et sa durée prévisibles.

En parallèle, elle doit prendre toutes mesures permettant d'éviter ou limiter les conséquences de l'évènement sur l'exécution du présent Contrat.

La cause d'exonération aura pour effet de suspendre l'exécution de celle(s) des obligations devenue(s) impossible(s), ainsi que celle(s) des obligations corrélatrice(s) pendant toute la durée d'existence de ces circonstances, sans que la responsabilité de la Partie empêchée puisse être recherchée à raison des dommages résultant de son inexécution contractuelle.

En aucun cas, la survenance d'un évènement de force majeure ne saurait suspendre, retarder ou empêcher le paiement de prestations déjà effectuées à la date de survenance dudit évènement de force majeure ainsi que de celles pouvant être effectuées.

Enfin, conformément à la jurisprudence de la Cour de Cassation, le Locataire ne pourra jamais s'exonérer de son obligation au paiement de sommes dues au titre du Contrat en invoquant un cas de force majeure.

Si, par suite de l'un de ces événements, l'exécution du présent Contrat venait à être empêchée pendant une durée de quatre-vingt-dix (90) jours, les Parties se concerteront afin de trouver une issue permettant de satisfaire leurs intérêts respectifs, mais le Contrat ne pourra en aucun cas être résilié de plein droit.

ARTICLE 15 - PROPRIETE

Le présent Contrat n'implique aucun transfert de propriété au bénéfice du Locataire sur le Matériel, qui reste la propriété du Bailleur ou de tout tiers propriétaire (notamment toute autre société du Groupe MANULOC), ce dernier se réservant le droit d'en céder la propriété ou de consentir sur celui-ci des privilèges et sûretés.

Le Locataire s'engage à défendre et protéger en toutes circonstances le droit de propriété précité. Il s'oblige à notifier au Bailleur, sans délai et par quelque moyen que ce soit, toute réquisition, saisie et autre mesure ou procédure portant atteinte à son droit de propriété ou en limitant l'exercice.

En particulier, le Locataire s'interdit de masquer ou de démonter les plaques d'identification apposées sur le Matériel indiquant la qualité de son propriétaire et s'engage à les maintenir en bon état de sorte à ce que les inscriptions restent lisibles durant toute la durée de la location.

Dans l'hypothèse où le Matériel serait entreposé dans un local loué par le Locataire, ce dernier s'engage à prévenir le propriétaire de cet immeuble que ledit Matériel est la propriété exclusive et insaisissable du Bailleur ou de tout tiers propriétaire du Matériel et qu'en aucun cas il ne pourra, à un quelconque titre, exercer sur ledit Matériel, son privilège de Bailleur, tel qu'il est prévu par l'article 2102 du Code Civil.

Les pièces et sous-ensembles de remplacement restent la propriété du Bailleur ou de tout tiers propriétaire du Matériel, qu'ils aient été ou non facturés au Locataire. Il en est de même pour les pièces et sous-ensembles remplacés.

Toutes améliorations apportées par le Locataire au Matériel deviendront en fin de bail et après restitution du Matériel, la propriété du Bailleur ou de tout tiers propriétaire du Matériel, sans que le Locataire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Toutefois au moment de la restitution du Matériel au Bailleur pour quelque cause que ce soit, le Bailleur pourra exiger que le Matériel lui soit restitué dans sa configuration d'origine. Les travaux nécessaires seront alors effectués aux frais et sous la responsabilité exclusive du Locataire, les modifications ou adjonctions lui revenant le cas échéant.

Le Bailleur garantit qu'à la date de signature du Contrat, il n'a connaissance d'aucune contestation d'un tiers alléguant que le Matériel livré au titre du présent Contrat enfreint des droits de propriété, matérielle ou intellectuelle, dudit tiers.

ARTICLE 16 - CESSIION, TRANSFERT, SOUS-TRAITANCE

16.1. SOUS-TRAITANCE

Le Bailleur se réserve le droit de sous-traiter, auprès de toute société de son choix, tout ou partie de la réalisation de ses engagements résultant du présent Contrat, sous sa seule et entière responsabilité.

16.2. CESSIONS - TRANSFERT

Le présent Contrat étant conclu « intuitu personae », chacune des Parties s'interdit de céder à un tiers les droits et obligations qu'elle détient au titre du Contrat, pour quelque cause et sous quelque forme que ce soit, à titre onéreux ou gratuit, sans l'accord préalable et écrit de l'autre Partie.

En cas de cession ou transfert du Contrat par une Partie et accepté par l'autre Partie, l'opération devra faire l'objet d'un avenant signé par les Parties et par le bénéficiaire de la cession ou du transfert et par lequel ce dernier s'engagera à exécuter l'intégralité des dispositions du Contrat.

Au sens de la présente clause, ne sont pas considérées comme des tiers les filiales et sociétés affiliées au Groupe MANULOC, à savoir toutes les sociétés, actuelles ou futures, dans lesquelles MANULOC SA détient ou détient, directement ou indirectement, une participation lui conférant un pouvoir de contrôle conformément aux articles L.233-1 à L.233-3 du Code de commerce.

Il en résulte que l'accord du Locataire est présumé acquis en cas de cession ou transfert du Contrat aux filiales et sociétés affiliées précitées.

ARTICLE 17 - RESILIATION

17.1. RESILIATION UNILATERALE PAR LE LOCATAIRE

Dans le cas où le Bailleur manquerait gravement à l'une quelconque de ses obligations essentielles et substantielles mises à sa charge par le Contrat (la gravité pouvant découler de la répétition du manquement), le Locataire enverra au Bailleur une Réclamation par laquelle il lui notifiera le(s) manquement(s) reproché(s) et le conviera à une réunion visant à définir un plan d'actions correctives.

Les Parties s'engagent alors à se réunir dans les délais les plus courts afin d'arrêter le contenu du plan d'actions et de fixer le délai raisonnable dans lequel il devra être mis en œuvre. Ce délai sera évalué de bonne foi entre les Parties en tenant compte de la nature des difficultés rencontrées et des circonstances de l'espèce. En toutes hypothèses, il ne pourra pas être inférieur à quinze (15) Jours Ouvrés à compter de la date de la réunion des deux (2) Parties.

Si un mois après l'envoi de la Réclamation du Locataire, les Parties ne sont pas parvenues à se réunir, ou, si après cette réunion, le Bailleur ne met pas en œuvre le plan d'actions dans le délai convenu, le Locataire enverra au Bailleur une mise en demeure d'exécution, par LRAR, lui impartissant un délai de quinze (15) Jours Ouvrés pour remédier à ses défaillances.

Si à l'expiration de ce délai de quinze (15) Jours Ouvrés, le Bailleur n'a pas été en mesure de remédier à ses défaillances, le Locataire pourra le contraindre par toutes les voies de droit à exécuter ses obligations ou bien résilier le présent Contrat, de plein droit et sans qu'il soit besoin d'aucune formalité judiciaire.

Si le Locataire décide de résilier le Contrat il le notifiera au Bailleur par une LRAR et la résiliation prendra effet au jour de l'expiration du délai de quinze (15) Jours Ouvrés précité.

17.2. RESILIATION UNILATERALE PAR LE BAILLEUR

Dans le cas où le Locataire manquerait gravement à l'une quelconque de ses obligations essentielles et substantielles mises à sa charge par le Contrat (la gravité pouvant découler de la répétition du manquement), le Bailleur lui enverra une Réclamation par laquelle il lui notifiera le(s) manquement(s) reproché(s) et le mettra en demeure d'y remédier dans un délai de dix (10) Jours Ouvrés.

Si à l'expiration de ce délai de dix (10) Jours Ouvrés, le Locataire n'a pas été en mesure de remédier à ses défaillances, le Bailleur se réserve le droit, soit de contraindre par toutes les voies de droit le Locataire à exécuter ses obligations, soit de résilier le présent Contrat, de plein droit et sans qu'il soit besoin d'aucune formalité judiciaire.

Si le Bailleur décide de résilier le Contrat il le notifiera au Locataire par une LRAR et la résiliation prendra effet au jour de l'expiration du délai de dix (10) Jours Ouvrés précité.

Seront considérés comme suffisamment graves pour justifier la résiliation unilatérale du Contrat par le Bailleur les faits suivants, sans que cette liste soit limitative :

- le non-paiement à son échéance d'une seule facture,
- le défaut de déclaration d'un Sinistre affectant ou impliquant le Matériel,
- le manque d'entretien et/ou de soin apporté au Matériel (casses et accidents répétés, non validation des devis de réparation etc.),
- le refus du Locataire de toute adaptation ou révision du loyer et du taux horaire supplémentaire suite à la modification des conditions d'utilisation du Matériel telles que prévues aux Conditions Particulières du présent Contrat, ou à la fourniture par le Locataire de renseignements erronés ayant servi à déterminer ces montants,
- le non-respect par le Locataire de la clause d'exclusivité stipulée au bénéfice du Bailleur pour toutes les opérations de Maintenance Préventive et Curative du Matériel,
- un changement significatif dans la détention du capital du Locataire ou toute opération susceptible d'affecter ou de modifier le risque du Bailleur.

Dans l'hypothèse où le Locataire est titulaire de deux ou plusieurs contrats conclus avec le Bailleur, ces contrats sont considérés comme une opération économique globale. Ainsi, en cas de manquement par Locataire à une obligation souscrite au titre du présent Contrat, le Bailleur sera en droit de résilier l'ensemble des contrats qui le lient au Locataire dans les conditions prévues au présent paragraphe et ce, sans préjudice de tous dommages et intérêts qu'il pourrait réclamer. La résiliation des contrats entraînera l'exigibilité de toutes sommes qui seraient dues au Bailleur.

Le Contrat pourra également être résilié par LRAR dans le cas où le Locataire se trouverait en état de règlement ou de liquidation amiable. Il peut en être de même en cas d'ouverture d'une procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaire, si le Locataire ou l'administrateur ou le liquidateur judiciaire, mis en demeure de décider ou non de la poursuite du présent Contrat, ne fait pas connaître sa réponse dans le délai prescrit par la loi.

En tout état de cause et notamment, en cas de changement significatif dans la détention du capital du Locataire, de règlement ou de liquidation amiable ou de redressement ou de liquidation judiciaire du Locataire, celui-ci s'oblige à en informer le Bailleur dans un délai de deux (2) Jours Ouvrés suivant la décision de changement dans la détention de son capital ou sa décision de prononcer la liquidation amiable ou la décision de justice ayant ordonné l'ouverture de la procédure.

Les offres de payer ou d'exécuter, postérieures à la résiliation, ou le paiement ou l'exécution après le délai imparti, n'enlèvent pas au Bailleur le droit de maintenir la résiliation encourue.

17.3. CONSEQUENCES DE LA RESILIATION

Dans tous les cas de résiliation, qu'elle qu'en soit la cause, le Locataire sera tenu :

- au paiement du loyer et des heures supplémentaires jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation,
- de restituer le Matériel au Bailleur dans les conditions prévues au § 9.1. « MODALITES DE RESTITUTION »

En cas de résiliation prononcée aux torts du Locataire, celui-ci sera également redevable envers le Bailleur :

- du paiement d'une indemnité forfaitaire de résiliation égale à 100% des loyers globaux restant à courir jusqu'à l'échéance initiale du Contrat, ainsi que
- d'une clause pénale sanctionnant l'inexécution du Contrat égale à 10 % de l'indemnité précitée

La résiliation est dite aux torts du Locataire lorsqu'elle est :

- prononcée abusivement par le Locataire (résiliation non fondée sur des manquements graves du Bailleur ou qui ne respecte pas la procédure fixée au § 17.1 « RESILIATION UNILATERALE PAR LE LOCATAIRE),
- résiliation prononcée par le Bailleur pour manquement du Locataire (cf. § 17.2 « RESILIATION UNILATERALE PAR LE BAILLEUR »),
- résiliation de plein droit suite au Sinistre total du Matériel (cf. § 13.3 « ISSUE DU CONTRAT »), sauf s'il est démontré que le Sinistre est survenu en raison d'un vice de construction ou d'une erreur de Maintenance exclusivement imputable au Bailleur.

ARTICLE 18 - CONFIDENTIALITE

Chacune des Parties s'interdit formellement, sauf autorisation expresse de l'autre Partie, de communiquer, faire référence ou divulguer à des tiers, par quelque moyen que ce soit, toutes informations confidentielles dont elle aura connaissance sur l'activité de l'autre Partie (ci-après dénommées les « Informations Confidentielles »).

Les Informations Confidentielles s'entendent de tous les renseignements ou informations techniques, commerciaux, financiers, comptables ou présentant un lien avec la propriété intellectuelle, sous quelque forme que ce soit, que chaque Partie aurait connu sur l'autre Partie ou sur ses clients, que ces Informations Confidentielles aient été directement communiquées par l'autre Partie ou non.

Les Parties s'engagent à prendre toutes les précautions et mesures nécessaires, notamment vis-à-vis de leurs collaborateurs ou leurs sous-traitants pour préserver le caractère confidentiel de ces informations.

Les dispositions de confidentialité prévues au présent Contrat s'appliqueront pendant toute la durée de celui-ci et pendant cinq (5) ans après son échéance ou sa résiliation quelle qu'en soit la cause.

CG.FULLSERVICE.CONS+OPTI.V032016

Toutefois, les Parties s'autorisent réciproquement à faire état de l'existence du Contrat dans le cadre de leur communication commerciale.

Enfin, les informations recueillies dans le cadre du présent Contrat pourront être communiquées aux filiales et sociétés affiliées au groupe auquel appartient le Bailleur en cas de cession prévue à l'article 16 « CESSION, TRANSFERT, SOUS-TRAITANCE », ainsi qu'à toute société auprès de laquelle le Bailleur externalise une partie de son activité.

ARTICLE 19 - NON SOLlicitation DE PERSONNEL

Le Locataire s'interdit, sauf accord écrit du Bailleur, de solliciter directement ou indirectement, ou d'accepter des offres d'engagement d'un préposé du Bailleur. Cette interdiction est valable pendant toute la durée du présent Contrat et durant douze (12) mois après son expiration ou sa résiliation, pour quelque cause que ce soit.

Dans le cas où le Locataire ne respecterait pas cet engagement, il sera redevable de plein droit, envers le Bailleur, d'une indemnité forfaitaire égale à douze (12) mois de rémunération brute du préposé concerné.

ARTICLE 20 - PROPRIETE INTELLECTUELLE

Le Bailleur conserve l'intégralité des droits et/ou titres de propriété intellectuelle relatifs à tous les textes, informations, données, photographies, marques, images, dessins, graphismes (ci-après dénommés « les Eléments ») reproduits dans le présent Contrat ainsi qu'à tout document de nature commerciale, comptable, financière ou technique susceptible d'être remis au Locataire dans le cadre de la négociation et de l'exécution du présent Contrat.

A ce titre et conformément aux dispositions du Code de la Propriété Intellectuelle, seule est autorisée l'utilisation par le Locataire des Eléments pour un usage privé. Toute copie, fixation, reproduction, représentation, utilisation, diffusion, publication, édition, modification, transformation, adaptation ou toute autre exploitation par tout moyen et sur tout support, connus ou inconnus à ce jour, de tout ou partie des Eléments est strictement interdite et constitutive de contrefaçon, sauf accord préalable et écrit du Bailleur.

Les obligations stipulées dans le présent Contrat sont applicables pour toute la durée des droits de propriété intellectuelle du Bailleur et pour tout pays, y compris après la résiliation du présent Contrat.

ARTICLE 21 - DROIT APPLICABLE - REGLEMENT DES DIFFERENDS

21.1. DROIT APPLICABLE

Le présent Contrat est régi par le droit français.

21.2. REGLEMENT DES DIFFERENDS

En cas de litige lié à l'interprétation du présent Contrat ou de Réclamation d'une des Parties quant à l'exécution ou l'inexécution du présent Contrat, les Parties s'engagent à tenter de résoudre leur différend à l'amiable.

A/ Expertise technique

Si leur litige présente une difficulté d'ordre technique, les Parties désignent un expert indépendant ayant pour mission de faire toutes constatations utiles en vue de trancher le litige et de déterminer l'étendue des responsabilités. Faute pour les Parties de s'entendre sur cette nomination sous trente (30) jours à compter de la première notification du différend, la désignation sera effectuée par le président de la Chambre Commerciale du Tribunal de Grande Instance (TGI) de Metz, sur simple requête de la Partie la plus diligente. Les frais de l'expertise seront supportés par les Parties à hauteur de leurs responsabilités respectives. A défaut pour l'expert de parvenir à déterminer les responsabilités en cause, ses frais seront pris en charge pour moitié par chacune des Parties.

B/ Clause attributive de juridiction

Si à l'expiration d'un délai raisonnable, évalué en fonction de la nature des difficultés, des circonstances et de l'urgence éventuelle du cas d'espèce, les Parties ne sont pas parvenues à mettre fin à leur litige ou s'il apparaît qu'elles en seront manifestement incapables, le litige sera définitivement tranché, sur requête de la Partie la plus diligente par la Chambre Commerciale du Tribunal de Grande Instance de Metz, nonobstant pluralité de défendeurs ou appels en garantie, y compris pour les procédures d'urgence ou les procédures conservatoires, en référé ou par voie de requête.

ARTICLE 22 - NOTIFICATIONS

Les notifications prévues au présent Contrat devront être faites par écrit et envoyées aux représentants et aux adresses indiquées aux Conditions Particulières ou à toute autre adresse indiquée ultérieurement par l'une des Parties à l'autre. Toute forme de communication écrite est reconnue comme valable et opposable dans les relations entre les Parties (courriers transmis par voie postale ou électronique, fax, etc.) sauf là où le présent Contrat impose une forme particulière (LRAR).

ARTICLE 23 - CLAUSE DE NON RENONCIATION

En aucun cas, le fait que le Bailleur s'abstienne de réclamer l'exécution d'une obligation à laquelle il peut prétendre ne pourra être interprété comme une renonciation de sa part à l'exécution de ladite obligation, quelle que soit la durée de son abstention ou de sa tolérance.

ANNEXE – OPTION VISITES GENERALES PERIODIQUES DES APPAREILS DE LEVAGE

ARTICLE 1 - OBJET

Si le Locataire a souscrit la présente Option, ceci étant alors mentionné aux Conditions Particulières du Contrat, le Bailleur réalisera, pour le compte du Locataire, les visites générales périodiques du Matériel de manutention qu'il donne en location au Locataire au titre du Contrat.

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DU BAILLEUR

Le Bailleur réalisera les prestations suivantes :

- Prise de rendez-vous avec l'organisme de contrôle ;
- Accompagnement du vérificateur par un technicien du Bailleur, selon la formule choisie ;
- Envoi d'une copie du rapport provisoire et du rapport définitif au Locataire ;
- Information systématique du Locataire en cas d'anomalie affectant un organe de sécurité ;

Le Bailleur prend l'engagement de confier la réalisation des VGP à des professionnels agréés, compétents et avisés, qui interviendront :

- Conformément aux règles de l'art, dans le respect des dispositions légales, réglementaires et contractuelles ;
- Dans le respect de la sécurité des personnes, des biens et de l'environnement ;
- Conformément aux procédures, modes opératoires et règlement intérieur communiqués par écrit par le Locataire.

ARTICLE 3 – OBLIGATIONS DU LOCATAIRE

Le Locataire s'engage à donner libre accès au Bailleur et à l'organisme de contrôle qu'il mandate à tous les locaux et zones du site, afin de permettre la bonne réalisation des prestations.

La souscription de l'option visites réglementaires n'implique aucune limitation ou exonération de responsabilité du Locataire au titre de ses obligations de chef d'établissement au sens de l'Arrêté du 1^{er} mars 2004 relatif aux vérifications des appareils et accessoires de levage.

Ainsi, la responsabilité du Bailleur ne saurait être recherchée en cas de retard ou de défaut de réalisation d'une VGP du fait du non-respect par le Locataire des obligations susvisées.

Le Locataire devra respecter les prescriptions de l'Arrêté du 1^{er} mars 2004 relatif aux vérifications des appareils et accessoires de levage et en particulier son article 3 concernant « la présence du personnel nécessaire à la conduite de l'appareil ainsi qu'à la direction des manœuvres et aux réglages éventuels » ses articles 2 et 6 concernant la mise à disposition de « charge d'essai susceptible de solliciter les organes mécaniques aux valeurs maximales de la capacité prévue par le fabricant ».

Le Bailleur sera en droit de réputer au Locataire toutes indemnités et/ou pénalités, de toute nature, qu'il serait contraint de régler à l'organisme de vérification et qui résulteraient, notamment, mais non limitativement :

- du non-respect par le Locataire de l'une quelconque des dispositions de l'Arrêté susvisé ;
- d'un retard ou refus du Locataire de mettre à disposition le Matériel à vérifier ;
- du report ou de l'annulation d'une visite programmée, du fait du Locataire ;

ARTICLE 4 - PRIX DE LA PRESTATION

Le prix de la prestation est indiqué aux Conditions Particulières du Contrat et sera facturé et révisé dans les mêmes conditions que le loyer du Matériel.